

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la coopération industrielle et technologique avec la Corée du Sud et le contrat TGV, sur la restitution d'archives coréennes, sur l'isolement de la Corée du Nord et sur l'accord entre Israël et l'OLP, à Séoul le 15 septembre 1993.

Mesdames et messieurs,

- Je limiterai mon propos liminaire, d'autant plus que les éléments que je pourrais vous fournir, vous les connaissez, vous les avez déjà entendu exprimer, vous le saviez même avant de prendre l'avion, en particulier que c'est le premier voyage d'un chef d'Etat ou Président de la République française en Corée. Ce n'est pas que ce soit un événement en soi, la première fois, mais cela donne à la résonance de ce voyage la signification que vous avez pu remarquer. Beaucoup d'événements se sont produits en Corée qui ont marqué le développement économique et politique de ce pays au cours de ces derniers temps. La Corée est un pays qui a beaucoup souffert de la guerre, une très longue occupation, près d'un demi siècle, d'abord, ensuite une partition, un déchirement, un pays coupé en deux, et pour se remettre de tout cela, il a fallu traverser des périodes difficiles et une véritable démocratie s'est instaurée peu à peu. Ce voyage a aussi pour objet d'apporter le témoignage d'un pays étranger et ami qui tient à souligner les mérites de la Corée et de ses dirigeants qui indiscutablement ont fondé la démocratie la plus authentique dans cette région du monde. D'autre part le développement économique est très remarquable. J'ai eu l'occasion de le dire hier soir : d'un pays considéré comme sous-développé, en quelques décennies, la Corée est devenue un pays dont le niveau, le pouvoir d'achat, les moyens des habitants ont atteint celui de plusieurs pays de l'Europe du Sud, membres de la Communauté européenne, et on voit les progrès s'accélérer. Dans certaines industries, la Corée se trouve être l'un des premiers pays du monde. D'autre part, des accords ont été signés entre la France et la Corée. Il y a le projet sur le TGV qu'il faut parfaire. Le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'industrie et celui de l'enseignement supérieur et de la recherche, ici présents, ont chacun dans son domaine signé des accords ou établi des projets qui vont donner à la coopération entre nos deux pays un ressort nouveau. Je vais maintenant répondre à vos questions. Je me contenterai d'ajouter à ces quelques propos de présentation l'intérêt éprouvé par ceux qui m'ont accompagné dans ce voyage, de nombreux industriels, chefs d'entreprises, artistes, créateurs de toutes sortes et sur le plan industriel et sur le plan intellectuel ou artistique, tous ont le sentiment d'un accueil vraiment particulier, très chaleureux, très sympathique que démontre d'ailleurs l'empressement des Coréens à envoyer leurs enfants et leurs étudiants en France et à faire enseigner le français dans leurs écoles. C'est le pays où le français a la meilleure situation de tout l'Extrême-Orient. Ce sont des éléments de sympathie, d'entente et d'accords extrêmement prometteurs et je dois remercier, là, le Président de la Corée, le Président et les membres du Parlement et bien d'autres personnes qui ont accompli du travail pour nous accueillir ici, leur exprimer notre gratitude et le sentiment que nous sommes au début d'une

nouvelle époque dans les relations de nos deux pays.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous venez de faire allusion au développement rapide de la Corée, à son taux de croissance également rapide, 4 % à l'heure actuelle, à son taux de chômage (3 % de la population active). Est-ce qu'il y a une leçon à en retenir, à en tirer pour la France ? Nous serions bien contents d'avoir ce genre de chiffres dans notre économie.

- LE PRESIDENT.- Il y a certainement des leçons à tirer de toute expérience positive, et c'est le cas de la Corée. Mais si l'on veut faire une comparaison, il faut bien préciser les termes de cette comparaison et le point de départ de la Corée n'est pas celui de la France. J'ai dit à l'instant que la Corée connaissait le sous-développement, il n'y a pas si longtemps. A partir de là, avec les qualités intellectuelles et de travail du peuple coréen, au sortir de deux guerres, dans des conditions extraordinairement difficiles puisque ce pays a été coupé en deux, dès lors qu'ils se sont mis au travail avec l'intelligence que l'on sait, les progrès ont immédiatement été beaucoup plus sensibles que dans un pays comme la France qui est quand même installée dans le peloton des grands pays industriels depuis longtemps. En dépit des difficultés que vous avez relevées, sur le chômage, etc, on peut constater les progrès de notre production à chaque instant. Mais enfin, il y a quand même à tirer des leçons, c'est certain.

- QUESTION.- Monsieur le Président, en parlant du dossier TGV, vous avez dit, si j'ai bien compris, que vous n'aimeriez pas que les choses soient remises en cause. Vous avez d'ailleurs employé souvent le futur et non pas le conditionnel. Est-ce que vous avez des raisons d'estimer que les choses sont bien sur rails, si je puis m'exprimer ainsi ?

- LE PRESIDENT.- J'ai lu vos articles, c'est tout. Vous avez tempéré l'enthousiasme des politiques, mais sans en quoi que ce soit remettre en cause l'accord de base qui fait que Alsthom en particulier a un rôle prioritaire à remplir dans la suite des choses. La France se trouve placée, les accords sont déjà signés, de telle sorte que si, honnêtement, on doit ajouter encore les négociations en cours, on doit considérer qu'il y a un accord entre la Corée et la France. La clarté, la transparence avec laquelle la Corée a traité ces problèmes très courageusement, la compétition entre les projets japonais, allemand et français représente un grand succès pour notre industrie qui doit maintenant se parfaire ou s'achever, de telle sorte que nous puissions, comme on a commencé de le faire d'ailleurs, se mettre à l'ouvrage.\

QUESTION.- Avant d'évoquer des sujets qui vous paraîtront plus sérieux, est-ce que vous trouvez légitime, normal que l'opinion sud-coréenne et française se soit inquiétée hier de votre état de santé ?

- LE PRESIDENT.- J'en serais plutôt flatté, à partir du moment où tel ou tel signe extérieur intervient, si on s'inquiète pour moi. Cela me fait plutôt plaisir, j'aime mieux la sympathie que l'indifférence. Mais je rassure aussitôt les Coréens et les Français qui se sont posés la question. J'ai quelquefois l'impression quand on me pose cette question, qu'il n'est jamais arrivé à mes interlocuteurs d'avoir la moindre petite gêne dans leur vie physiologique. Moi je supporte très mal les trop grandes chaleurs humides, j'ai un peu de peine à m'adapter à cela. Il m'est plus difficile que lorsque j'avais 25 ans, après des voyages quelquefois un peu fatigants, dans un rythme assez rapide, il faut le dire, d'éviter tout incident de ce genre, mais cela ne dépend pas de moi. Interrogez, je vous en pris, le Seigneur tout puissant, et vous me rapporterez l'oracle.\

QUESTION.- Vous avez dit que la Corée du Sud était la démocratie la plus authentique dans cette région du monde, et la presse coréenne a souvent présenté votre voyage comme une sorte de brevet de démocratie donné à leur pays, est-ce que ce brevet n'est pas donné un peu trop tôt ? Selon les données du rapport d'Amnesty International qui reconnaît qu'il y a de gros progrès en Corée, il reste encore 150 prisonniers politiques et les avocats sont très nombreux à se plaindre des difficultés qu'ils ont à travailler ?

- LE PRESIDENT.- C'est qu'alors il y a de mauvaises habitudes qui persévèrent et il convient que ces prisonniers politiques, s'il s'agit de délits ou de crimes d'opinion, il faut que cela cesse, et en tout cas je n'aurai aucune peine à en exprimer le souhait le plus vif.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais vous poser une question sur le Proche-Orient. Depuis que l'accord israélo-palestinien a été signé à Washington, il s'est passé beaucoup de choses. Les Israéliens et les Jordaniens se sont mis d'accord sur un calendrier de négociation. Le

crises. Les Israéliens et les Jordaniens se sont mis d'accord sur un calendrier de négociation. Le Premier ministre Rabin est passé au Maroc. A New York, M. Arafat a été reçu aux Nations unies, et pourtant il manque quelque chose de très important entre Israéliens et Syriens. Alors, est-ce qu'on doit faire confiance uniquement au processus de Washington avec la conférence qui dure depuis 22 mois, ou est-ce qu'on peut inciter publiquement les Syriens et les Israéliens à aller un peu plus vite, à être un peu plus audacieux ?

- LE PRESIDENT.- On peut le faire. Je ne suis pas sûr que ce soit déterminant, mais ce qui est déterminant, ce sont les conditions générales dans lesquelles s'est développée la paix. Pris isolément, chacun de ces accords a nécessité des mois et des années, et le principal d'entre eux, quand je dis le principal parce qu'il a une vertu de déclenchement, je ne dis pas que ce soit forcément le plus important, l'accord entre Israël et l'OLP devait avoir forcément cette vertu d'entraînement. Chacun sait qu'entre la Jordanie, Israël et l'OLP, il suffisait qu'un événement nouveau de caractère constructif intervint pour que l'accord fut fait. Enfin, c'est fait, les étapes en sont fixées. On a assisté déjà au règlement égyptien. Personnellement, je pense que ce qui s'est passé devrait accélérer la démarche entre Israéliens et Syriens, disons la démarche de ceux qui participaient à la conférence. On en connaît déjà d'ailleurs les éléments. Il s'agit essentiellement du Golan et des mesures qui doivent accompagner la cessation de toutes menaces pour la sécurité d'Israël. Comme il y avait l'obstacle de la guerre larvée, quelquefois violente entre Israël et les populations palestiniennes, cela pouvait servir de prétexte à la solidarité arabe pour la Syrie. Cette période paraît largement dépassée. Donc, je suis, de ce point de vue, optimiste.\

QUESTION.- J'aimerais tout d'abord remercier monsieur le Président de sa visite en Corée, la première visite officielle dans l'histoire. Bien sûr que durant la guerre de Corée, de nombreux soldats ont participé à la guerre de Corée pour sauvegarder la paix dans la péninsule coréenne et je vous en remercie. Mais rapport aux Etats-Unis ou à l'Allemagne, les Coréens éprouvent un intérêt plus important pour les Français que l'intérêt qu'éprouvent les Français pour la Corée. Les gens, en général, pensent que la France est indifférente vis-à-vis de la Corée. Mais avec l'accord historique entre la Corée et la France pour le TGV, cela va marquer un événement historique et il reste à savoir, il reste à déterminer comment le transfert de technologie va être assuré. Mais j'aimerais souligner à cet égard, s'il n'y a pas de paix dans la région d'Asie Pacifique, s'il n'y a pas réunification dans la péninsule coréenne, il n'y aura pas de paix mondiale. Par conséquent, monsieur le Président, est-ce que vous pouvez songer aux possibilités d'indiquer en même temps aux deux peuples du pays de la péninsule coréenne, à savoir au Président de la Corée du Nord et au Président Kim pour améliorer les relations qui existent, les relations inter coréennes ?

- LE PRESIDENT.- A mon avis, c'est assez difficile de disposer d'un thermomètre qui permettrait de mesurer exactement la chaleur des affections mutuelles. Mais ce que vous dites est assez vrai. On ne dira pas les Coréens aiment plus les Français que les Français aiment les Coréens. Mais disons qu'ils les connaissent mieux, et les connaissant, peut-être les aiment-ils davantage. J'ai déjà eu l'occasion de dire que les Français, comparativement, voyagent assez peu et ont un peu tendance à aimer vivre dans leur pays. Donc, savent-ils assez les liens qui unissent nos deux pays depuis des siècles. Sans doute pas, il faut le leur dire. Ce voyage doit servir en particulier à cela. S'il s'agit de donner aux Français un élément affectif supplémentaire pour les Coréens, ce que vous venez dire sera répercuté, la question sera posée. Les Français se rendant compte, s'empresseront de dire, mais oui ! Nous aimons les Coréens tout autant. L'amour a besoin d'aliments. L'amour mystique n'est pas toujours suffisant. Donc, je crois qu'il faut développer, en effet, les échanges d'étudiants, développer les moyens de voyages et de connaissance mutuelle.\

LE PRESIDENT.- `suite réponse sur le contrat du TGV` Pour le TGV, je n'ai pas très bien saisi, vous m'avez dit que les Français se désintéressaient davantage de la Corée depuis la signature de l'accord sur le TGV, j'ai dû mal comprendre. Parce qu'au contraire, il y a un phénomène national de fierté et de reconnaissance à l'égard de la Corée pour avoir choisi avec autant de clarté et d'honnêteté le projet français en face de concurrents redoutables par leur qualification. Au fond, reprenant la question qui m'a été posée en second tout à l'heure, il serait encore plus simple qu'on en finisse au plus tôt pour ce que cet accord puisse entrer dans les faits. Et au fond, les Français brûlent de l'envie de montrer ce qu'ils savent faire par la réalisation du TGV en Corée.

L'accord prévoit également que le transfert de technologie doit être réalisé. Vous savez que le transfert de technologie, ce n'est pas un jour, on dit, voilà ce que l'on sait, on vous le donne. Oui, d'accord, mais cela exige aussi un suivi, cela, en somme, annonce entre la Corée et la France autour du TGV, mais ensuite, sans doute autour d'autres entreprises et de grands travaux, des années et des années de travail en commun et de recherches en commun. J'en suis tout à fait heureux. Je n'apprécie pas du tout le comportement des grands pays industriels du Nord qui mesurent leur concours aux pays les plus pauvres - ce qui n'est pas le cas de la Corée maintenant -, mais je pense en particulier aux pays dits du tiers monde et qui refusent, en somme égoïstement, de donner le moyen à ces peuples de disposer d'un outil capable de produire. Donc, je suis tout à fait favorable à ce transfert de technologie et j'ai eu l'occasion d'intervenir dans la vie politique française depuis douze ans à diverses reprises pour que cela se fasse, car chaque pays industriel avancé a une sorte de réflexe de repli sur soi pour se rendre indispensable naturellement. Cela ne me paraît pas très heureux.\

LE PRESIDENT.- ` suite réponse sur la paix dans la région Asie Pacifique ` Pour ce qui touche à l'union entre les deux Corée, c'est quand même au gouvernement, enfin au Président et au gouvernement coréens qu'appartient le choix de la méthode. Je sais qu'ils ont eu des discussions, des conversations avec les autorités allemandes pour essayer d'apprécier, de mesurer exactement la manière de faire. Car ils ont constaté, comme beaucoup des problèmes posés à l'Allemagne fédérale lors de la fusion entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest. Je pense que les dirigeants coréens, mieux informés par l'expérience, au fond, souhaitent faire les choses progressivement. Encore faudrait-il pouvoir parler. Il y a déjà eu des conversations, sans aucun doute, je le sais bien. Mais elles n'ont pas abouti ou elles se sont un peu perdues dans les sables. Et puis, elles se sont tout de même interrompues, en particulier à cause des raisons de l'arme nucléaire. La Corée du Nord ayant exprimé sa volonté, disons de s'armer et de s'abstenir des accords internationaux sur la prolifération nucléaire, je crois que la Corée du Nord aura tout à fait tort. Elle s'isolera davantage encore de la société internationale et pourquoi faire ? On ne va pas imaginer une guerre atomique isolée, une guerre atomique locale. Toute guerre atomique, perspective qui s'est éloignée de nous, sera générale. Ce qui veut dire quand on examine le rapport de force mondial, on s'aperçoit de la folle imprudence que représente toute menace atomique où que ce soit, alors qu'il existe des arsenaux dans le monde, colossaux, qui sont en mesure de détruire, je crois, huit fois la planète. Je pense qu'on ferait mieux de ne pas commettre une imprudence dans ce sens. C'est pourquoi en 1992, d'ailleurs, j'avais décidé la cessation des expériences nucléaires françaises et écrit à MM. Bush, Major et Eltsine pour leur demander d'agir de même, ce qu'ils ont fait. Donc un moratoire a été, en fait, décidé, non pas par accord international, mais décision nationale successive dans quatre grands pays nucléaires. Récemment, M. Clinton nous a écrit, m'a écrit, comme il écrit à d'autres chefs d'Etat de pays disposant de l'arme nucléaire, afin de proroger ce moratoire. Ce que j'ai accepté tout de suite. J'étais l'auteur de cette proposition, il y avait déjà eu lieu une initiative nationale russe dans ce sens, et, pourquoi, au nom de la France, aurais-je refusé de proroger une disposition qui me paraissait nécessaire ? En effet, nous sommes entrés dans une période où on ne voit pas de quelle manière les menaces atomiques se préciseraient. On a donc le temps de réfléchir, de s'organiser et de discuter. Voilà pourquoi je ne comprends pas le raisonnement de la Corée du Nord qui va, encore plus que ce qui était le cas auparavant se séparer de la société internationale. Ce n'est pas souhaitable, je pense qu'elle le comprendra. Cet obstacle-là est très important. Je crois qu'il a gelé les négociations d'unité entre les deux Corée. J'espère qu'il va disparaître un jour prochain de façon évidente, car il faut vérifier ces choses. Il n'y a pas que le contrôle des armes, il y a la vérification. Naturellement, c'est une condition sine qua non, partout dans le monde. A partir de là, vous pourrez reprendre le dialogue indispensable.

- Quant à la France, je suis tout à fait disponible et le gouvernement français aussi certainement pour faciliter la réconciliation entre les pays, surtout entre deux gouvernements d'un même pays d'origine. Mais le problème est de savoir s'il convient de se substituer aux organismes internationaux qui en ont la charge et aussi de savoir si les dirigeants de ces pays font appel à

nous. Donc, c'est une question qu'il reste à examiner. En tout cas, je l'entends avec la plus grande bienveillance.\

QUESTION.- La France est des puissances économique et politique, membre du G7 et du Conseil de Sécurité, et a une économie qui croît le plus rapidement depuis les années 80. La France dont les relations n'ont pas été aussi bonnes qu'elles auraient pu l'être. Ma question est la suivante, avec le TGV comme un bon point de départ, est-ce que vous et le Président Kim, vous avez parlé comment les relations pouvaient être améliorées et comment est-ce que vous avez l'intention de poursuivre aussi dans l'avenir ?

- LE PRESIDENT.- Il faut faire beaucoup de TGV, il faut que le TGV fasse des petits, enfin.. Il faut multiplier les accords surtout dans tous les domaines de haute technologie. La France n'est pas le meilleur pays en tous les domaines, mais il est dans de nombreux domaines, notamment ceux de la communication, les transports, l'avion, l'hélicoptère, le métropolitain, l'automobile - il est vrai que vous en fabriquez -, du TGV, c'est le cas de le dire mais également dans beaucoup d'autres domaines : nucléaire, civil, environnement, espace et combien d'autres.

- J'encourage, mais je n'ai pas besoin de le faire, les membres du gouvernement qui m'accompagnent notamment les ministres de l'industrie et du commerce extérieur, le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, en même temps que celui des transports, mais lui est déjà comblé, si je puis dire, puisqu'il a déjà obtenu un contrat important. Pour diversifier et multiplier les relations entre la France et la Corée, il faut absolument signer - prenez l'image pour ce qu'elle vaut - d'autres TGV, ayant d'autres projets de cette envergure-là.\

QUESTION.- Lors de la première visite officielle, je pense qu'il y a eu un rassemblement de coopération en matière de culture entre la France et la Corée à savoir la restitution des archives et, durant votre visite pendant votre séjour, je pense que vous avez dit que vous alliez nous rendre deux archives au moins pour que ce soit un symbole. Comment pensez-vous nous restituer les autres archives qui sont en France ?

- LE PRESIDENT.- Oui, pour la protection de nos archives, nous avons des lois et nous ne pouvons pas disposer comme cela de tous les trésors du patrimoine mondial qui sont dans nos musées et nos archives. C'est donc tout à fait exceptionnel la manière dont nous avons engagé les conversations avec nos amis coréens à ce sujet et pour rester dans le cadre de nos lois et de nos traditions, nous avons parlé d'échanges et de prêts, à durée indéterminée. C'est-à-dire que nous ramenons un ou des documents en Corée, j'en remettrai au moins un ce soir au Président Kim Young Sam et les choses seront précisées. Monsieur le ministre des affaires étrangères a aujourd'hui même, je crois, décidé, avec son collègue, la réunion d'experts qui vont étudier la manière de faire pour que nos lois soient respectées et cependant pour que ces échanges puissent s'accomplir. Voilà le point où nous en sommes. Donc, c'est ce soir même que j'espère remettre un document important au Président Kim et, pour la suite, ce sont deux experts des deux pays qui vont suivre cette opération puisque les ministres coréens feront sans doute, eux aussi, des propositions pour que la France bénéficie de leur concours patrimonial et que nous ayons un échange, un dépôt pour une durée indéterminée, de documents significatifs. C'est la bonne façon de faire. J'ai déjà eu l'occasion d'expliquer à votre Président coréen que tous nos musées, toutes nos archives, mais c'est le cas aussi de tous les musées du monde sont riches d'objets, de documents, d'oeuvres d'art qui ont été acquis dans des conditions sur lesquelles il ne vaut mieux pas s'étendre. Napoléon 1er avait nourri nos musées par des documents inestimables pris un peu partout. En 1815, lorsqu'il a été vaincu par la coalition, les pays en question se sont empressés de récupérer non pas tout mais une large partie de ce qui avait été pris. Ce sont les hasards de l'histoire. C'est certain qu'aujourd'hui, il vaut mieux procéder par échanges et par achats. Les occasions se font plus rares maintenant d'aller prendre par la force dans un musée étranger les trésors qui s'y trouvent. Tant mieux après tout ! Mais il y a là l'oeuvre des siècles, puis il y a là l'archéologie. Tous les jours, on trouve des choses et on sait bien que dans les grands sites archéologiques, il y a beaucoup de vols et ces vols ne sont pas seulement des vols privés, il y a des rafles organisées. Il faut une loi d'honnêteté internationale. Mais je ne vais pas ouvrir la boîte de pandore, sans quoi beaucoup d'oeuvres de nos grands musées nationaux vont se volatiliser pour réapparaître dans les musées où ils ont naguère été pris et alors dans ce cas-là il faudrait

pour réapparaître dans les musées ou ils ont naguère été pris, et alors dans ce cas-là, il faudrait que nous exigions la restitution de tout ce qui nous a été pris ici ou là. On n'en sortirait pas. Puis, à vrai dire, on n'y arriverait pas. Il faut considérer qu'à une époque, ça se faisait !

- Il reste maintenant la méthode amicale. C'est celle que nous employons pour échanger les merveilles dont nous disposons et faire que chacun y trouve son compte. Pas besoin d'avoir des grenadiers avec soi ni des canons & simplement, il suffit d'avoir des hommes de l'art, des artistes, des intellectuels et de bons diplomates.\

QUESTION.- A propos des transferts de technologie qui vont être le fondement de la coopération industrielle entre la Corée et la France, ils correspondent à une volonté, à un besoin pour la Corée mais de la part de la France n'est-ce pas une attitude risquée, est-ce qu'on peut vendre sans danger sa technologie ?

- LE PRESIDENT.- C'est ce que l'on me dit depuis de très longues années et je n'en tiens pas compte. Mes successeurs agiront comme ils le souhaiteront mais, pour l'instant, les divers gouvernements qui ont été constitués depuis 1981 ont partagé l'opinion qu'il n'était pas possible de négocier avec les pays moins avancés industriellement tout en retenant sérieusement les secrets de fabrication. Comme en toute chose, il faut raison garder. Je ne pense pas que nous devions avoir peur. Tout n'est pas secret et d'autre part les connaissances changent vite, de telle sorte que pour un pays qui a l'esprit curieux, inventif et qui dispose d'une bonne cohorte de savants et d'ingénieurs, on peut toujours avancer en possédant toujours des secrets qui peuvent être ensuite partagés lorsque le moment est venu. Eh bien, pour beaucoup de ces données, le temps est venu de partager avec les pays moins avancés industriellement ce que nous possédons. Quand on dit organiser un transfert, cela ne veut pas dire, je le répète, que l'on met un point final à la coopération. Non, cela se négocie et se négocie souvent sur des années de coopération industrielle.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais revenir un peu sur les relations intercoréennes. Premièrement, vous êtes un des rares dirigeants politiques à vous être rendu à Pyongyang, c'était quelques mois avant votre élection présidentielle en 1981. Est-ce qu'aujourd'hui, après ces deux jours de visite à Séoul, vous regrettez un peu cette visite, d'il y a douze ans, à Pyongyang.

- LE PRESIDENT.- Mais pas du tout.

- QUESTION.- Bill Clinton est venu à Séoul au mois de juillet. Il a été plus ferme à l'égard des dirigeants nord-coréens, en imaginant un scénario catastrophe n'excluant pas l'intervention de l'armée américaine s'il y avait une réelle menace nord-coréenne. Si l'ONU devait encore intervenir dans la péninsule, est-ce que la France participerait à une armée de l'ONU aux côtés de la Corée du Sud ?

- LE PRESIDENT.- Ce que je peux vous dire, c'est que si la Corée du Nord avait pris, à l'époque, la décision de se séparer du reste du monde et de procéder à l'accroissement de son armement atomique, je n'y serais certainement pas allé. Ce n'est pas sur ces bases que ce voyage a eu lieu. Au contraire, c'était sur la base d'une tentative de réconciliation, de rapprochement avec la Corée du Sud, car il y a eu plusieurs phases dans lesquelles un dialogue a eu lieu entre les deux pays et je m'étais tenu naturellement informé de ce dialogue. J'ai eu l'occasion d'en discuter, par la suite, avec les représentants de la Corée du Sud après ce voyage et même il a été parfois demandé à la France de rendre service dans ce domaine. Donc, je n'ai pas du tout de regrets. J'aime peut-être un peu moins les voyages aujourd'hui que naguère mais j'ai été très intéressé par ce que j'ai vu en Corée du Nord. C'est très instructif dans tous les sens et s'il y avait des conclusions positives à en tirer, je suis capable des les tirer tout seul, négatives aussi, croyez-moi ! Vous me posez une question que j'aurais davantage attendue des Coréens qui auraient pu me dire : "est-ce que vous avez des remords d'être allé là-bas en face où nous nous ne pouvons pas aller depuis quarante ans ?" C'est une séparation féroce et cruelle, impitoyable que je désapprouve et que je condamne. On m'a reproché d'avoir rencontré M. Khadafi, M. Jaruzelski, M. Arafat et quelques autres. Eh bien, ma foi, on me rattrape, l'histoire va vite !\